



Conférence de presse jeudi 25 janvier 2018
QUELLE STRATEGIE INDUSTRIELLE
POUR LA FRANCE ?

Dossier de presse



www.la-fabrique.fr



Conférence de presse

Pierre-André de Chalendar et Louis Gallois,
co-présidents de La Fabrique de l'industrie,
ont le plaisir de vous convier à leur

conférence de presse

Quelle stratégie industrielle pour la France ?

Jeudi 25 janvier 2018 à 18 heures

au Musée de minéralogie de l'École des mines
60, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris

en présence de Philippe Varin,
Président du Conseil d'administration d'Areva

La concurrence internationale et le progrès technique poussent les entreprises industrielles à se transformer chaque jour. Les pouvoirs publics ont un rôle essentiel à jouer pour soutenir leur effort de montée en gamme. Pierre-André de Chalendar et Louis Gallois échangeront avec vous sur les pistes de réflexion que cela ouvre :

- les allègements de charges, au profit de la compétitivité et de l'emploi
- l'équilibre entre patriotisme économique et « laisser-faire »
- l'impact de la mondialisation sur l'emploi
- les transformations du travail, les nouvelles compétences attendues et les enjeux de formation professionnelle
- le nécessaire investissement industriel et la productivité.

Ces sujets font ou feront prochainement l'objet de publications de La Fabrique, dont les résultats seront discutés en présence des auteurs.

Un cocktail vous sera proposé pour poursuivre les échanges.

Quelle industrie voulons-nous pour demain ?

Les signes d'une reprise économique en France sont manifestes, notamment dans les secteurs industriels : la production et l'emploi ont suivi en 2017 des trajectoires robustes, les entreprises ont recouvré leurs marges, propices à l'investissement, et les chefs d'entreprise sont résolument optimistes. Que ce soit dans la presse internationale ou au CES de Las Vegas, les observateurs étrangers le remarquent : la France est de retour.

Pour autant, pouvons-nous affirmer que notre industrie a accompli sa mue, dix ans après la plus grave crise qu'elle ait connue depuis un siècle ? Pas sûr... Certes, tous secteurs confondus, le commerce extérieur ne pèse plus sur la croissance et il faut s'en réjouir. Mais les échanges de produits manufacturés sont toujours grandement déficitaires, nos exportations restant tributaires des variations trimestrielles de quelques secteurs fournisseurs de « méga-contrats ». La France accuse donc toujours un déficit de compétitivité, contrariant aujourd'hui et pénalisant dès que la conjoncture se sera retournée.

Or, le taux d'utilisation des capacités industrielles est aujourd'hui proche de son maximum historique. L'industrie française n'est donc pas en situation de répondre à la croissance de la demande mondiale. Pour éviter à nos entreprises exportatrices la surchauffe ou l'épuisement, il est impératif de mettre à niveau le parc productif français, afin qu'il s'étende, qu'il se consolide et qu'il monte en gamme. C'était vrai au lancement de La Fabrique de l'industrie, il y a six ans, c'est toujours d'actualité.

Bien sûr, l'industrie française n'est pas exactement pas dans la même situation qu'en 2012. Les entreprises et les branches se sont mobilisées en faveur de « l'industrie du futur », sous l'impulsion avisée de l'État et des régions. Les démarches de réflexion et d'expérimentation s'amplifient, en association avec les syndicats de salariés, afin qu'émerge l'industrie de demain. French Tech, French Fab, Industrie du futur... les signes tangibles de cette mobilisation sont nombreux et encourageants.

Reste que nos marges de progrès sont encore substantielles avant de pouvoir affirmer que les entreprises et les actifs de notre pays sont prêts à relever les défis du XXI^e siècle. Des questions majeures ont été soulevées par l'exécutif, et feront l'objet d'arbitrages prochains : sur le coût du travail et les allègements de charges, sur la formation professionnelle et les compétences, sur l'investissement et la transformation numérique... D'autres voies de transformation, pas toujours de la responsabilité de l'État, doivent également être empruntées (amélioration du dialogue social, innovation, déploiement de nouveaux modèles d'affaires...).

Il importe que le débat préalable à ces décisions soit ouvert, pluraliste et de qualité. C'est bien l'ambition que poursuit La Fabrique, ouvrage après ouvrage : proposer aux parties prenantes ainsi qu'au grand public des contributions justes et

scientifiquement irréprochables, bien sûr, mais également susceptibles d'enrichir le regard de chacun en dépassant les questions usuelles et les réponses convenues. La Fabrique assume pleinement son rôle de *think tank*, de laboratoire d'idées, et s'enorgueillit d'avoir été rapidement reconnue comme tel par ses pairs.

Nous poursuivrons ce travail, riche et exigeant, en 2018 et vous présentons tous nos vœux pour une très belle année.

Vincent Charlet, délégué général de La Fabrique de l'industrie

Allègements de charges, compétitivité et emploi

Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, relance le débat sur le ciblage des allègements de charges, aujourd'hui concentrés sur les salaires proches du SMIC, donc sans grand impact sur les salariés qualifiés des entreprises exposées à la concurrence internationale.

En soutenant la compétitivité de ces entreprises, un allègement sur les salaires intermédiaires permettrait pourtant d'assurer plus d'activité et à terme plus d'emplois, de tous niveaux de qualification, tout en améliorant notre balance commerciale et en stimulant la croissance.

La Fabrique a publié une note comparant différents ciblages des allègements. Elle a également publié une synthèse de la littérature économique, montrant que l'efficacité des baisses de charges sur les bas salaires pour lutter contre le chômage est très contestable, quoi que prétendent certains auteurs ayant traité de « négationnistes » ceux qui ne partagent pas leurs convictions.

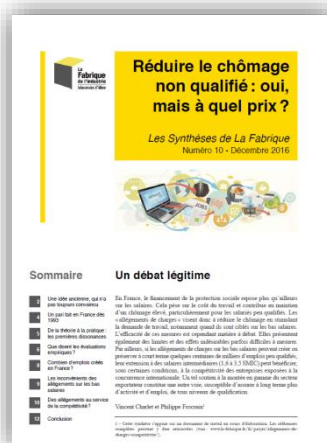
Cependant, le débat ne se réduit pas à une opposition entre ceux qui privilégient l'emploi immédiat des personnes les plus exposées au chômage et ceux qui veulent restaurer la compétitivité de nos entreprises. Une nouvelle synthèse, à paraître en février, donne des clés pour comprendre les arguments et perspectives sur cette controverse.

Pour en savoir plus



Allègements des charges sociales : comprendre les débats en cours

Février 2018, Thierry Weil et Vincent Charlet



[Réduire le chômage non qualifié : oui, mais à quel prix ?](#)

Décembre 2016, Vincent Charlet et Philippe Frocrain



[Allègements du coût du travail : pour une voie favorable à la compétitivité française](#)

Juin 2015, Gilles Koléda

Patriotisme économique ou « laissez-faire » ?

À l'heure où la France s'interroge sur les rachats d'entreprises par des groupes étrangers, La Fabrique de l'industrie a analysé la politique de promotion des investissements directs étrangers (IDE) menée depuis plusieurs décennies au Royaume-Uni, afin notamment d'enrayer la désindustrialisation du pays.

Notre étude révèle que l'ouverture aux capitaux étrangers a globalement renforcé l'industrie britannique, et ne l'a pas affaiblie comme certains pourraient le craindre. C'est notamment vrai dans le secteur automobile, dont toutes les grandes marques (Jaguar, Land Rover...) sont passées sous pavillon étranger mais qui a retrouvé sa compétitivité perdue.

L'étude révèle également que la seule attraction d'IDE ne constitue pas une réponse suffisante aux faiblesses de l'industrie britannique. Pour que ces investissements créent des effets durables, il faut les retenir, les ancrer dans les territoires grâce à des politiques de développement économique appropriées (développement de clusters, formation, soutien à la recherche...).

Pour en savoir plus



Royaume-Uni : les investisseurs étrangers au secours de la stratégie post-Brexit ?

Février 2018, Louisa Toubal



[L'investissement étranger, moteur de la réindustrialisation au Royaume-Uni ?](#)

Novembre 2017, Louisa Toubal

Impact de la mondialisation sur l'emploi

Les fragilités de l'industrie française, couplées à la forte couverture médiatique des fermetures d'usines (Whirlpool, Tupperware, GM&S...), nourrissent le sentiment que les travailleurs exposés à la mondialisation sont plus vulnérables que ceux qui en sont abrités. Est-ce vraiment le cas ? La Fabrique de l'industrie a étudié le licenciement économique et le processus de retour à l'emploi des travailleurs des secteurs exposés et abrités. Le constat est net : le risque de licenciement suite à la fermeture d'un site d'activité est en réalité plus faible dans l'industrie que dans les secteurs abrités de la mondialisation. Mais les chances de retour à l'emploi sont également plus minces pour les salariés licenciés de l'industrie, qui doivent plus fréquemment que les autres envisager une reconversion, souvent dans l'économie de proximité.

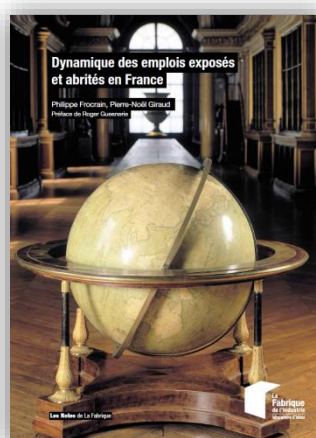
Dans un contexte de mutation rapide du marché du travail, et de refonte de la formation professionnelle, La Fabrique de l'industrie mène une réflexion plus approfondie sur les déterminants du retour à l'emploi des travailleurs exposés et abrités. Une prochaine étude examinera le rôle spécifique de leurs compétences et leur transférabilité d'un métier à un autre, ainsi que les « performances » propres à chaque territoire.

Pour en savoir plus



[Que deviennent les salariés qui perdent leur emploi ?](#)

Décembre 2017, Philippe Frocrain et Eugénie Tenezakis



[Dynamique des emplois exposés et abrités en France](#)

Décembre 2016, Philippe Frocrain et Pierre-Noël Giraud



[Les emplois exposés et abrités en France](#)

Septembre 2016, Philippe Frocrain et Pierre-Noël Giraud

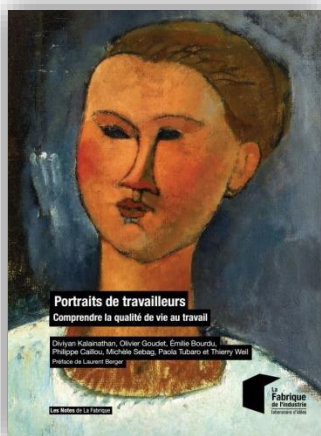
Transformations du travail, nouvelles compétences et formation professionnelle

L'industrie a besoin de collaborateurs formés, engagés, capables d'interactions de plus en plus fréquentes avec leurs clients, fournisseurs, partenaires et, bien sûr, avec leurs collègues.

Pour les entreprises et les pouvoirs publics, il s'agit dès lors de former les jeunes et les travailleurs à des compétences nouvelles, pas seulement techniques ou numériques mais aussi relationnelles ou cognitives. Cette élévation du niveau des compétences demandées rend les populations les moins qualifiées vulnérables. C'est pourquoi des plans ambitieux de formation en entreprise, tout comme une action publique tournée prioritairement vers ces publics, sont urgents.

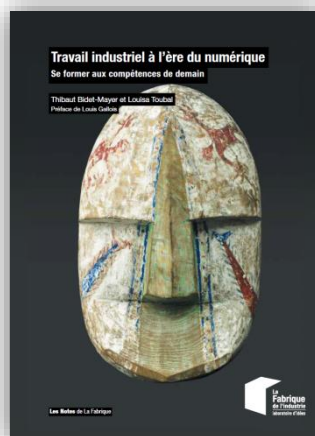
Il s'agit également de revoir les organisations traditionnelles des entreprises françaises. Celles-ci sont aujourd'hui poussées à se transformer, du fait de la diffusion du numérique, de leur déploiement dans un monde complexe et incertain, de la nécessité de monter en gamme, du besoin d'autonomie des travailleurs... Dans ce contexte, la compétitivité et l'engagement des équipes dépendent fortement de la capacité des entreprises à développer l'autonomie et des modes horizontaux de collaboration, à promouvoir un dialogue professionnel et social de qualité et, plus généralement, à améliorer la qualité de vie au travail.

Pour en savoir plus



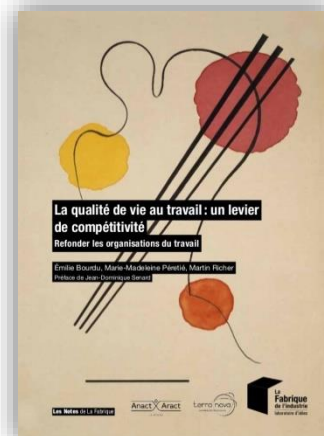
[Portraits de travailleurs. Comprendre la qualité de vie au travail](#)

Septembre 2017, Diviyan Kalainathan, Olivier Goudet, Philippe Caillou, Michèle Sebag, Paola Tubaro, Émilie Bourdu et Thierry Weil



[Travail industriel à l'ère du numérique](#)

Novembre 2016, Thibaut Bidet-Mayer et Louisa Toubal



[La qualité de vie au travail : un levier de compétitivité](#)

Octobre 2016, Émilie Bourdu, Marie-Madeleine Périé et Martin Richer

Investissement industriel et productivité

Les entreprises françaises sont les championnes de l'investissement en Europe, ce qui devrait se traduire par une croissance élevée et des performances enviables. Pourtant les indicateurs macroéconomiques classiques (croissance, emploi, compétitivité...) ne sont pas toujours au niveau des pays voisins. Cela conduit certains experts à poser la question d'un possible « mal-investissement français », comme si cet effort important était déployé de manière inefficace.

La Fabrique a publié des premiers résultats dans une synthèse : les deux hypothèses les plus souvent avancées pour expliquer ce paradoxe – un poids excessif de l'immobilier et du foncier ou encore celui de la mise en conformité réglementaire – ne sont pas confirmées par les données disponibles.

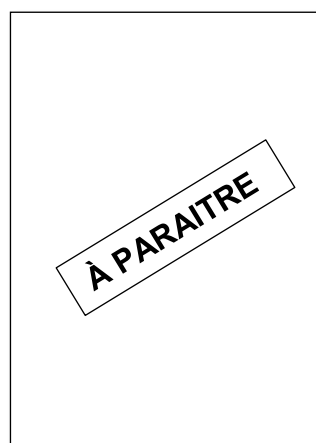
En collaboration avec une économiste de l'OFCE, La Fabrique continue ses recherches pour comprendre ce paradoxe et approfondir les premières pistes.

Pour en savoir plus



[L'énigme de l'investissement](#)

Mai 2017, Thibaut Bidet-Mayer



Note sur l'investissement

Courant 2018, Sarah Guillou

Les experts de La Fabrique de l'industrie



Emilie Bourdu

Docteure en économie, elle est chef de projet à La Fabrique de l'industrie. Ses travaux portent principalement sur les relations entre entreprises et territoires, les ressorts de la compétitivité industrielle et le travail.

Mots-clés : QVT, travail, territoire, compétitivité, management



Vincent Charlet

Après une formation d'ingénieur, Vincent Charlet s'est consacré à l'analyse des systèmes publics et à la conduite du changement. À partir de 2011, il a participé à la création de La Fabrique de l'industrie, dont il est aujourd'hui le délégué général.

Mots-clés : conjoncture, industrie 4.0, coût du travail, innovation



Philippe Frocrain

Doctorant en économie depuis février 2015, dans le cadre d'un contrat CIFRE avec La Fabrique de l'industrie. Sa thèse porte sur les dynamiques de localisation des activités et emplois exposés à la concurrence internationale.

Mots-clés : mondialisation, emploi



Julien Grandchamp

Julien Grandchamp est chargé d'études au sein de La Fabrique de l'industrie. Ses domaines de spécialisation sont l'investissement et l'industrie du futur. Avant de rejoindre La Fabrique en Septembre 2017, il a travaillé au Qatar pour Air Liquide et a aussi été analyste matières premières chez Solvay. Il est titulaire d'un master en économie internationale.

Mots-clés : investissement, industrie 4.0



Caroline Mini

Issue d'une formation d'ingénieur et titulaire d'un doctorat, elle a notamment travaillé sur des projets de transformation et de conduite du changement auprès d'entreprises du secteur de l'énergie, avant de rejoindre La Fabrique de l'industrie en tant que chef de projet. Ses travaux portent sur l'investissement des entreprises, la formation professionnelle et la croissance verte.

Mots-clés : investissement, forma pro, croissance verte



Eugénie Tenezakis

Avant de rejoindre La Fabrique de l'industrie en avril 2017, elle a notamment travaillé sur l'urbanisation et les politiques de soutien aux PME dans les pays en transition, au sein de Gaia Héritage et de l'OCDE. Ses travaux à La Fabrique portent sur les trajectoires professionnelles de travailleurs exposés à la mondialisation.

Mots-clés : mondialisation, emploi



Louisa Toubal

Titulaire d'un DEA d'économie internationale, Louisa Toubal a réalisé de nombreuses études pour des institutions privées et publiques (Xerfi, Mission économique de Londres...). Chef de projet au sein de la Fabrique de l'industrie, ses travaux portent sur la formation professionnelle, la politique industrielle et sur les leviers de développement et de croissance des ETI.

Mots-clés : forma pro, patriotisme éco, ETI, Brexit, IDE, numérique



Thierry Weil

Il est professeur à Mines Paristech (Centre d'économie industrielle) et conseiller de La Fabrique de l'industrie. Il a été chercheur, ingénieur de développement, directeur technique chez Thales, directeur des recherches puis enseignant-chercheur à l'École des mines de Paris, conseiller technique du Premier ministre, directeur du projet FutuRIS, fondateur de l'Observatoire des pôles de compétitivité et président de l'Observatoire des sciences et des techniques.

Mots-clés : innovation, management, transformations du travail

À propos de La Fabrique de l'industrie

La Fabrique de l'industrie est un laboratoire d'idées créé en octobre 2011 par l'UIMM, le Cercle de l'industrie et le GFI, rejoints depuis par le GIM, pour que la réflexion collective sur les enjeux industriels gagne en ampleur et en qualité. Elle organise la confrontation des points de vue et des analyses pour rendre intelligibles des réalités complexes et nuancées. Elle collabore avec l'ensemble des institutions qui peuvent concourir à la réalisation de ses missions.

Le think tank est présidé par Louis Gallois, président du conseil de surveillance de PSA Groupe, et Pierre-André de Chalendar, PDG de Saint-Gobain. Son Conseil d'orientation, composé de dirigeants d'entreprises, de membres d'organisations syndicales et professionnelles, d'experts issus du monde académique et d'observateurs des médias, veille à la qualité scientifique, à la pertinence et à l'originalité des travaux. Plus d'informations sur www.la-fabrique.fr

Contact Presse

Elisa Ohnheiser, Responsable des relations presse
elisa.ohnheiser@la-fabrique.fr - Tél : 01.56.81.04.26

Suivez-nous :     YouTube